

THE WORLD BANK GROUP

A World Free of Poverty



23106

Région Afrique . Numéro 33 . avril 1995

FINDINGS présente les travaux sur les analyses économiques et sectorielles réalisées par la Région Afrique de la Banque Mondiale et les gouvernements membres. FINDINGS est une publication périodique du Département technique, Région Afrique de la Banque Mondiale.

Le Ghana: rapprocher les investisseurs avec les épargnants

Après une longue régression de l'économie, le Gouvernement du Ghana s'est engagé dans une nouvelle voie en lançant en 1983, le Programme de Redressement Economique (Economic Recovery Program ERP). Dix années après, le Ghana a accompli des progrès importants; la croissance du Produit Intérieur Brut (PIB) s'est située à une moyenne de 5 pour cent par an et l'économie a été substantiellement libéralisée. A première vue le Ghana semble avoir un avenir brillant.

L'épargne et les investissements privés restent cependant loin en dessous des niveaux jugés suffisants pour soutenir une croissance à long terme. Selon les statistiques officielles, les taux d'épargne au Ghana se situent encore loin en dessous des niveaux enregistrés dans d'autres pays ayant un revenu par tête équivalent. En outre, le volume de l'investissement privé a été très bas, ce qui met en cause des questions sur la durabilité des performances de croissance du Ghana. En plus, le système financier qui, le plus souvent est un indicateur du potentiel de croissance à long terme n'est pas solidement implanté, et malgré 10 années de croissance, n'a pas joué son rôle de catalyseur pour assurer des flux réguliers de ressources financières entre les épargnants et les investisseurs.

Pour répondre à ces préoccupations, le Gouvernement a sollicité le concours de la Banque Mondiale pour l'assister dans l'évaluation du secteur financier avec comme objectif la recherche des voies et moyens pour améliorer le flux de ressources financières dans l'économie. Le rapport conjoint qui en est sorti, et intitulé *Ghana Financial Sector Review Bringing Savers and Investors Together*, fait état des réalisations, identifie les obstacles, et propose des mesures appelées à rehausser la capacité d'intermédiation du secteur financier et à contribuer pleinement à la croissance économique.

L'épargne et l'investissement au Ghana

Le Ghana n'a jamais été en mesure de réaliser des taux d'épargne élevés. En fait, l'épargne nationale brute ne s'est jamais située au dessus de 15 pour cent du PIB. Après être tombée en dessous de 5 pour

cent du PIB en 1983, les taux d'épargne se sont redressés mais sont restés en dessous de 10 pour cent, un niveau moins favorable en comparaison avec les pays d'Asie de l'Est où les taux d'épargne de 30 pour cent sont courants. De même, les taux d'investissement enregistrés se situent loin en dessous des niveaux requis pour faire accéder le Ghana dans la voie de croissance accélérée.

Cependant, suivant les résultats d'enquêtes, l'épargne privée au Ghana est probablement plus importante que ne le font apparaître les informations de sources officielles. Les épargnants hésitent à conserver leurs avoirs sous la forme financière, préférant plutôt les garder sous d'autres formes présentant moins de risques.

Restaurer la confiance

L'obstacle le plus difficile à surmonter consiste à restaurer la confiance dans le secteur financier. Pour comprendre la méfiance des Ghanéens vis-à-vis des institutions financières formelles, il faut remonter à plusieurs années. Avant le Programme de Redressement Economique, le système financier Ghanéen était soumis à un contrôle très rigide. La plus grande partie des crédits allait au Gouvernement ou aux entreprises appartenant à l'Etat et les taux d'intérêt réels sur les dépôts étaient négatifs.

En 1982, le Gouvernement a démonétisé le billet de banque de 50 Cédi; gélé les dépôts au delà de 50.000 Cédi durant une enquête fiscale; imposé des restrictions aux prêts bancaires pour le financement des stocks commerciaux; et exigé que les transactions de plus de 1.000 Cédis soient effectuées par chèque (1 US\$ équivalait alors à 275 Cédi). Quelles qu'aient pu être les intentions du Gouvernement, ces restrictions ont fortement affecté la confiance des épargnants. Bien que toutes les restrictions financières qui avaient été imposées avant le Programme de Redressement Economique furent levées, la confiance du public tardait à revenir. La réserve des Ghanéens à traiter avec les institutions financières formelles a été combinée dans les dernières années avec un environnement macro-économique instable. Beaucoup de recommandations de politique figurant dans le rapport vont servir à renforcer la confiance dans le secteur financier.

Maintenir la stabilité macro-économique

La restauration d'un environnement macro-économique viable et soutenu demeure la condition préalable pour renforcer le développement du système financier. Plus que toute autre politique de change, l'élimination des déficits budgétaires, et leur financement par la Banque Centrale, et la réduction de l'inflation aux niveaux internationaux sont les recettes appropriées pour restaurer la confiance et relancer l'intermédiation.

La politique budgétaire

La politique budgétaire détermine l'allocation des ressources financières entre le secteur public et le secteur privé. Entre 1988 et 1991, le secteur privé avait reçu presque la moitié de l'ensemble des crédits. Avec l'augmentation des besoins de financement en 1992, même cette part a diminué. En plus, le ratio crédit au secteur privé/ PIB au Ghana, qui était de 5,3 pour cent en 1993, a été extraordinairement bas, même en comparaison avec les standards Africains. Les opérations d'ouverture du marché, qui devraient être utilisées seulement pour atténuer les fluctuations dans l'offre de la monnaie, ont été utilisées pour mobiliser l'épargne privée afin de financer le déficit budgétaire. Ces déficits en plus de la création monétaire, ont causé une inflation et des taux d'intérêt élevés. En plus, les questions sur la durabilité des déficits budgétaires ont alimenté l'incertitude sur les politiques futures et donc, eu un impact significatif sur le niveau de l'investissement. La

réalisation des excédents budgétaires de telle sorte que plus de ressources financières internes puissent être canalisées vers le secteur privé, sera une recette importante dans une stratégie de croissance accélérée.

La politique monétaire

La politique monétaire s'assigne deux objectifs importants; gérer les liquidités pour assurer la disponibilité des fonds, et promouvoir une croissance économique soutenue sans création d'inflation. La politique monétaire est aussi importante pour transmettre des signaux sur les conditions de crédit à travers le système financier et pour développer des marchés de capitaux efficaces et fluides. Toutes ces fonctions contribuent à une plus grande mobilisation et une allocation plus efficace des ressources financières.

La Banque du Ghana dispose de deux principaux instruments pour exécuter la politique monétaire; la vente et l'achat aux enchères des titres de l'Etat et la fixation des plafonds de réserve pour les institutions bancaires. Depuis le début de l'année 1992, le Gouvernement utilise les enchères pour exécuter sa politique monétaire. Celles-ci avaient aussi été utilisées en partie pour placer les instruments de la dette du Gouvernement qui étaient émis pour financer le déficit budgétaire. Au cours de prochaines années, le Gouvernement devra cumuler les excédents budgétaires pour accommoder l'expansion du crédit au secteur privé. Comme ceci arrive, les titres nouvellement émis par le Gouvernement ne vont pas remplacer complètement ceux qui sont arrivés à maturité.

Des préoccupations surgissent aussi sur les effets des exigences élevées de réserve actuellement fixées à 52 pour cent des dépôts de banques basés sur le système bancaire. Pour développer un portefeuille de prêts, il faut adopter certaines aptitudes et réunir des informations sur les emprunteurs potentiels. Il doit y avoir une limite de l'activité de prêt au delà de laquelle les profits ne sont pas conséquents avec les coûts. Les exigences actuelles de réserve pourront laisser un capital insuffisant pour satisfaire cette limite. En plus, comme les banques sont en train de gagner des intérêts élevés sur leurs réserves, les gains tirés du développement du portefeuille des prêts ne vaudront pas l'effort consenti.

Ensemble avec une bonne gestion budgétaire, la limitation de l'expansion de l'offre de la monnaie sera essentielle pour restaurer la stabilité des prix. Une forte expansion de l'offre de la monnaie a fait que l'inflation est passée d'une moyenne de 10 pour cent en 1992 à plus de 24 pour cent en 1993. Pour éliminer l'incertitude sur les prix, le Gouvernement doit entreprendre tous les efforts afin de restaurer la stabilité des prix par le biais de politiques monétaires restrictives.

Renforcer les institutions financières

Les fondements institutionnels de base pour une intermédiation financière dynamique sont déjà présents au Ghana. Les institutions financières bancaires comprennent la Banque Centrale, la Banque du Ghana, 9 banques commerciales, 3 banques d'affaires, et plus de 100 branches bancaires rurales. Les institutions financières non bancaires comprennent une bourse de valeurs, 21 compagnies d'assurances, la Société Nationale de Sécurité Sociale et d'Assurance (Social Security and National Insurance Trust), 2 agences d'escompte, la Home Finance Company, plusieurs sociétés de construction, une société de financement de l'innovation, une **unit trust**, et une société de concession. Les arrangements financiers informels comprennent les collecteurs d'épargne "susu", dont la fonction consiste à mobiliser l'épargne à court terme, des groupes de cotisation, des commerçants et des prêteurs d'argent.

Le secteur bancaire

Les banques sont au coeur du système financier formel du Ghana. Après plusieurs années de réforme, le secteur jouit actuellement d'un bon cadre réglementaire et ne subit pas les grandes distorsions tels que les contrôles de taux d'intérêt et les allocations sectorielles de crédit. Le secteur manifeste cependant peu de signes de compétitivité car étant dominé par des institutions appartenant à l'Etat. Les 7 banques appartenant à l'Etat parmi lesquelles la Banque Commerciale du Ghana est de loin la plus grande, mobilisent deux tiers des avoirs du secteur. De plus il y a peu de véritable intermédiation entre les épargnants et les investisseurs. Les dépôts à vue constituent la principale source des fonds pour les banques, mais les prêts et les avances comptent pour une part relativement petite de leurs avoirs. Des restrictions élevées de réserve ont empêché les banques de développer leur portefeuille de prêts, pendant que des gains importants payés sur les valeurs du Gouvernement leurs ont permis aux banquiers une vie facile.

Afin de stimuler la confiance dans le système bancaire et envoyer un signal clair favorisant la participation du secteur privé dans le secteur financier, le Gouvernement doit rapidement abandonner le contrôle sur les banques appartenant à l'Etat en s'y désengageant. L'objectif intermédiaire du Gouvernement de réduire la propriété du secteur public à une position minoritaire de 40 pour cent tout au plus dans chaque banque appartenant entièrement à l'Etat devrait être poursuivi vigoureusement. La première phase passe par le désengagement de la Banque Commerciale du Ghana et de la Banque de Sécurité Sociale. La seconde phase concernera les banques restantes appartenant à l'Etat.

Les institutions financières non bancaires

Les institutions financières non bancaires doivent encore émerger comme agents importants dans le système financier Ghanéen. L'incertitude macro-économique, la propriété dominante de l'Etat, et jusque récemment, l'absence de définition d'une législation et d'arrangements de supervision adéquats ont empêché le développement de ces institutions. La Social Security and National Insurance Trust (SSNIT) qui collecte les contributions obligatoires des employés et employeurs, mobilise plus de la moitié de l'ensemble des fonds de pension dans l'économie. Pareillement, la société d'Etat des assurances (State Insurance Corporation - SIC) jouit d'une situation de monopole sur toutes les opérations d'assurance du Gouvernement, et mobilise plus de 60% de tous les avoirs dans l'industrie d'assurance.

Mais des signes de vie existent. Bien que se situant encore dans les premières étapes du développement, les compagnies de leasing, les entreprises du bâtiment, et les associations d'épargne et de prêts ont été innovatrices dans les services rendus aux épargnants et aux emprunteurs. Alors que la bourse de valeurs opère seulement avec 17% des sociétés enregistrées et dispose d'un volume bas de transactions, le succès récent dans le placement des actions de Ashanti Goldfields Company a suscité un nouvel intérêt. Avec l'émergence de Home Finance Company, le financement de la construction montre aussi un certain potentiel pour une rapide croissance, et ainsi que des perspectives pour un taux très bas (et parfois même négatif) de profit. Ceci pourrait suggérer que les ressources pour le financement des investissements productifs existent déjà au Ghana. Cela signifie aussi cependant qu'il n'y a pas de garantie que les investissements productifs sont réalisés. Il est important de comprendre pourquoi les gens hésitent à participer aux marchés financiers formels, de même qu'il est important de comprendre le coût qu'une intermédiation basse cause à l'économie en termes de perte de croissance économique. Une capacité importante existe pour l'amélioration des

perspectives de croissance par l'encouragement des personnes qui gardent leur épargne sous des formes financières.

Les facteurs les plus importants contribuant à un niveau bas intermédiation financière sont:

- une faible confiance dans le système financier formel;
- l'instabilité macro-économique; et
- le manque de compétition parmi les institutions financières. Les mesures proposées dans le rapport et qui ont reçu l'appui total du Gouvernement vont permettre d'aborder ces questions, et réaliser une croissance accélérée et durable des marchés immobiliers primaires et secondaires.

Pour permettre au secteur privé de soutenir efficacement la concurrence, Il est nécessaire que le Gouvernement évolue vers l'abandon du monopole de grandes institutions financières appartenant à l'Etat, afin de permettre au secteur privé de soutenir efficacement la concurrence. Cependant certaines contributions obligatoires auprès de la SSIT devront continuer à être faites comme par le passé en tant qu'élément d'un système reposant sur plusieurs piliers, avec pour objectif la réduction de la pauvreté durant la vieillesse. Pour créer un terrain harmonieux dans l'industrie des assurances, le monopole de la SIC sur les opérations d'assurance du Gouvernement doit être démantelé. Même si aucune action n'est prise, cette mesure à elle seule suffit pour relancer les activités des sociétés privées d'assurance, encourager le développement de la concurrence, et favoriser l'innovation des produits et l'efficacité opérationnelle

Les institutions rurales

Les marchés financiers ruraux au Ghana consistent en des institutions formelles telles les branches de banques commerciales et les banques rurales, et les institutions informelles comme les collecteurs d'épargne "susu." Toutes ces institutions peuvent jouer un rôle important dans intermédiation entre les épargnants et les investisseurs. Cependant les marchés financiers ruraux du Ghana n'ont pas été capables de fournir aux populations de l'arrière-pays des opportunités adéquates d'épargne ou un accès au crédit particulièrement dans le secteur agricole.

Le secteur financier informel du Ghana est très important. On estime que 45% de l'ensemble de l'épargne du secteur financier privé sont initialement mobilisées par des canaux informels. Sa capacité d'intermédiation entre les épargnants et les investisseurs est limitée, en partie par les comportements des gens vis-à-vis de l'épargne, et en partie par l'absence de liens solides avec le secteur formel. Des opportunités intéressantes pour des contacts bénéfiques entre les secteurs formel et informel doivent exister. Par exemple, l'épargne créée par les collecteurs susu peut être déposée dans les institutions formelles, et les commerçants avoir accès au crédit formel par le biais de l'utilisation simplifiée de la garantie. La capacité du secteur informel à mobiliser l'épargne et sa base d'information pour les prêts constitue un avantage. Les institutions formelles, peuvent sous la pression d'une concurrence accrue, souhaiter de renforcer ces capacités. Cependant, étant donné le peu de considération avec laquelle ces institutions voient les opérateurs financiers informels, il est important que le Gouvernement manifeste clairement son appui au secteur informel. Les opérateurs informels devraient être encouragés à considérer des contacts avec les institutions formelles et au besoin formaliser leur propre standing.

Réalisation des bénéfices

Etant donné la part relativement petite de l'épargne totale qui passe actuellement par le système

financier, la capacité d'une intermédiation dynamique et une croissance rapide de l'économie est vaste. En faisant des estimations conservatrices, on considère que si 16 pour cent de l'épargne non financière existante étaient versés dans le système, l'augmentation de la croissance en termes réels pourrait être de l'ordre de 1 point. Avec une exécution plus rapide, des gains encore plus importants peuvent être réalisés. L'approfondissement simultané du système financier a le potentiel de relever la croissance économique à long terme du Ghana. La croissance d'un marché de cette importance pourrait aussi accommoder l'entrée de nouvelles banques et des institutions financières non bancaires. Avec le désengagement du Gouvernement, les nouveaux venus pourront aider à dynamiser la concurrence qui est essentielle pour réaliser une intermédiation financière solide.

Ghana Financial Sector Review: Bringing Savers and Investors Together par Hans-Martin Boehmer, Deborah Wetzel et Arvind Gupta, 1994. Rapport no. 13423 - GH, Département Afrique Ouest et Centrale, Banque mondiale. Cet article a été rédigé par Hans-Martin Boehmer. Pour obtenir des exemplaires de ce rapport, veuillez vous adresser à Mme. Ofelia B. Miranda, J6-255 Banque mondiale, 1818 H Street, N.W., Washington, D.C. 20433. Téléphone: (202) 473-4877.

[SEARCH](#)[FEEDBACK](#)[SITE MAP](#)[SHOWCASE](#)